

La Lettre du Président Macron sert à orienter le grand débat.

Nous pensons à la CGT qu'Emmanuel Macron cherche à gagner du temps.

Il tente de désamorcer le mouvement social mais ne prend aucun engagement et il continue à mettre en place ses réformes et à maintenir le CAP sur l'absence de partage des richesses

La CGT regrette qu'il n'y ait aucune mesure pour l'augmentation des salaires dont le SMIC devrait être à 1800 euros brut.

L'avis de la CGT sur les 4 Thèmes :

**1) Fiscalités et dépenses publiques : Pour la CGT, il faut moins de taxe avec mieux d'impôts**

- Pas de remise en cause de l'ISF alors que c'est une demande sociale forte ...
- Suppression de certains services publics alors qui est à contre-courant des demandes des gens du mouvement social... Quitte à payer des impôts, les citoyens veulent plus de services publics dans les territoires.
- Le modèle social et notamment la sécurité sociale est en danger avec la défiscalisation des heures supplémentaires.
- Les heures supplémentaires ne créent pas d'emploi et ne sont donc pas une alternative au chômage.

**2) Organisation de l'Etat et services publics : Pour la CGT, il faut stopper le projet CAP 2022**

Externalisation des services publics, le gouvernement continu vers CAP 2022 avec 120 000 suppressions de postes

**3) Transition écologique : Pour un vrai programme de développement humain durable, E Macron doit revenir sur ces réformes :**

- La Programmation Pluriannuelle de l'**Energie** (PPE) définit des choix énergétiques pour s'approvisionner sur le réseau européen qui utilise le charbon pour la plupart de son parc.  
Ses choix ont quatre conséquences à moyen terme : destructions massives d'emplois, inefficacité technique et écologique, affaiblissement drastique du Service Public de l'énergie et fin de l'indépendance énergétique. Parallèlement, c'est aussi la fin de la compétitivité énergétique avec un kWh le moins cher d'Europe et in fine, l'augmentation automatique du tarif de l'électricité pour les usagers, alors qu'il y a aujourd'hui 13 millions de personnes en précarité énergétique.
- La réforme de la SNCF, telle que le prévoit les ordonnances, met plus de camions et de bus sur la route alors que nous avons besoin de développer le transport en commun surtout sur nos territoires péri-urbains. Et de réfléchir à sa gratuité...
- Pour pouvoir changer nos vieilles chaudières et nos vieilles voitures, nous avons besoin d'augmenter les salaires, les pensions et tous les minima sociaux.

**4) Démocratie et citoyenneté : Pour la CGT, la démocratie doit passer par plus de droits dans la vie civile et dans l'entreprise.**

Or, le CSE a supprimé de manière drastique les droits (temps et nombre) des représentants du personnel dans les instances représentatives du personnel. Pour exemple : 80% de droits en moins pour les délégués à la SNCF

# LA CCT dénonce toutes les violences

Nous tenons à dénoncer la stratégie sécuritaire et judiciaire concernant la gestion du mouvement social. C'est un gouvernement aux abois utilisant la peur, et la provocation comme une arme, à son incapacité à répondre à plus d'égalité et de justice fiscale et sociale.

Nous dénonçons toute stratégie d'affrontement permanent avec la mise en place de fouille dite préventive, mais aussi l'utilisation d'un armement mortel et mutilant.

Nous dénonçons aussi les propos inqualifiables de Luc Ferry appelant les militaires et la police à tirer sur les manifestants. Nous attendons d'ailleurs une réponse judiciaire à ces propos.

Les chiffres parlent d'eux même nous sommes à plus de 5400 garde à vue, à 1700 blessé, dont 96 gravement, des mises en examens, des personnes incarcérés pour avoir participé au mouvement social.

Il faut revenir à la guerre d'Algérie pour retrouver un tel niveau de répression.

Cette course au tout répressif nous inquiètent et remet en cause clairement les libertés publiques et plus encore les valeurs républicaines.

La préparation d'une loi de fichage, en comparant les manifestants à des hooligans confirme nos inquiétudes mais surtout la volonté de ce gouvernement à faire taire le mouvement social.

Nous demandons l'arrêt immédiat de cette répression, et de la préparation de cette loi scélérate.

Nous dénonçons la Loi NOTRE, une loi qui redéfinit l'organisation de notre territoire. En effet, cette loi va amplifier la désertification de nos territoires au profit des métropoles. Cette situation est insupportable et contraire à la République puis qu'elle remet en cause l'égalité républicaine.

# GRAND DÉBAT

## NATIONAL Le véritable débat, on va se le faire

PUBLIÉ LE 15 JAN 2019  
TEMPS DE LECTURE : 3 MIN.

La prose du président des riches est en train d'arriver. 5 pages et 32 questions insipides plus tard, le message est clair : je vous ai écoutés mais ne comptez pas sur moi pour vous entendre. Pas de rétablissement de l'ISF, rien sur le pouvoir d'achat, les salaires, les pensions et minimas sociaux. Bref, rien sur les légitimes revendications qui font s'exprimer la colère depuis des mois, qu'elles soient portées par la CGT ou par le mouvement des gilets jaunes Macron persiste et signe : j'ai un programme et je l'appliquerai...

La prose du président des riches est en train d'arriver. 5 pages et 32 questions insipides plus tard, le message est clair : je vous ai écoutés mais ne comptez pas sur moi pour vous entendre. Pas de rétablissement de l'ISF, rien sur le pouvoir d'achat, les salaires, les pensions et minimas sociaux. Bref, rien sur les légitimes revendications qui font s'exprimer la colère depuis des mois, qu'elles soient portées par la CGT ou par le mouvement des gilets jaunes

Macron persiste et signe : j'ai un programme et je l'appliquerai. Et le « grand débat national » j'en fixe le cadre et les limites : fiscalité et dépenses publiques, organisations de l'État et des services publics, transition écologique, démocratie et citoyenneté... avec un cap : continuer à réduire la dépense publique et les services publics dont certains seraient dépassés et trop chers, ne pas revenir sur l'imposition des plus riches, la poursuite de la réorganisation de l'État et, là encore, des services publics pour, là aussi, faire des « économies », interroger la vie démocratique et la citoyenneté. Bref, c'est : « circulez y'a rien à voir », je garde le cap de l'austérité sans m'attaquer à l'argent et ceux qui le possèdent et le reste n'est pas discutable. L'exigence de justice sociale et fiscale exprimée fortement dans le pays est donc exclue de cette piteuse tentative d'enfumage.

C'est pourquoi, la CGT refuse de participer à toute réunion nationale sur ce contenu après avoir réaffirmé et fait connaître ses exigences sur la nécessaire revalorisation du Smic, des salaires, pensions et minimas sociaux, sur le rétablissement de l'ISF et une fiscalité plus juste incluant la baisse de la TVA sur les produits de première nécessité, entre autres.

La CGT affirme, par contre, que le véritable débat, on va se le faire, sur l'ensemble du territoire et en appui des luttes qui se développent. La voix des salariés, retraités, précaires, privés d'emploi, jeunes, doit et va compter et Macron comme le Medef, largement épargné jusqu'alors, devront entendre nos revendications sur les salaires et pensions, la fiscalité, les services publics, notre quotidien au travail, la transition énergétique, la démocratie et la citoyenneté.

- 57 milliards d'euros versés aux seuls actionnaires des entreprises du CAC 40 en 2018 (en hausse de 62% en 10 ans).
- 100 milliards d'euros annuels d'évasion fiscale.
- 200 milliards d'euros annuels d'aides aux entreprises.

Un pognon de dingue qui doit sortir des poches d'une minorité pour remplir celles de la majorité qui réclame justice sociale et fiscale.

La CGT appelle massivement les salariés à repousser le cadrage de l'opération « enfumage » de Macron, à investir massivement les lieux d'expressions en territoire pour porter leurs doléances et revendications.

Elle appelle, aussi, à poursuivre le développement des luttes à l'entreprise en exigeant partout l'ouverture des NAO sur les salaires dans le privé et sur le déblocage des salaires et la revalorisation du point d'indice dans le public.

La CGT appelle, également, aux convergences avec toutes celles et ceux qui partagent ces exigences.

Elle propose, enfin, à toutes les organisations syndicales d'appeler, dans les jours qui viennent, à monter d'un cran le niveau de l'action y compris par la grève.

Montreuil, le 15 janvier 2019